

Overwegende de noodzaak om zo spoedig mogelijk te zorgen voor de uitvoering van de reglementaire bepalingen;
Op de voordracht van het Lid van het College bevoegd voor Onderwijs,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 128 van de Grondwet, krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1° Het College : het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

2° Het Lid van het College : het Lid van het College bevoegd voor Onderwijs.

Art. 3. Dit besluit is van toepassing op de leden van het onderwijzend en gelijkgesteld personeel van de onderwijsinstellingen van de Franse Gemeenschapscommissie en op de personeelsleden van de psycho-medisch-sociale centra georganiseerd door de Franse Gemeenschapscommissie.

Art. 4. Na een oproep tot kandidaatstelling duidt het College uit het in artikel 3 bedoelde vastbenoemde personeel en uiterlijk zes maanden na de inwerkingtreding van dit besluit, drie vertrouwenspersonen aan, waarbij beide geslachten vertegenwoordigd zijn. Deze personen worden aangeduid voor een hernieuwbare periode van vier jaar.

Het College kan een einde maken aan de taken van een vertrouwenspersoon die de verplichtingen die inherent zijn aan zijn of haar functie niet nakomt, en een andere vertrouwenspersoon aanwijzen om het lopende mandaat te voleindigen.

In geval van het ontslag van een vertrouwenspersoon, wijst het College een nieuwe vertrouwenspersoon aan om het lopende mandaat te voleindigen.

Art. 5. Wanneer een met redenen omklede klacht volgens de interne procedure wordt ingediend, wordt de klacht met diens bijlagen door de bevoegde preventieadviseur bezorgd aan het Lid van het College.

Art. 6. Het Lid van het College bevoegd voor Onderwijs wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 27 mei 2004.

Door het College :

E. TOMAS,

Minister-Voorzitter van het College, bevoegd voor Onderwijs

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2004 — 2367

[C — 2004/31349]

3 JUIN 2004. — Arrêté 2003/009 du Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale modifiant l'arrêté du Collège du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu l'article 138 de la Constitution;

Vu le décret II du Conseil de la Commission communautaire française du 19 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret III de l'Assemblée de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale du 22 juillet 1993 attribuant l'exercice de certaines compétences de la Communauté française à la Région wallonne et à la Commission communautaire française, notamment l'article 4, 1°;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, notamment l'article 22;

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 des réformes institutionnelles, notamment l'article 87, § 3, modifié par la loi du 8 août 1988;

Vu l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicable au personnel des services des gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission communautaire française et de la Commission communautaire commune ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Vu l'arrêté du 20 octobre 1994 du Collège de la Commission communautaire française portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française notamment l'article 85, § 2;

Considérant qu'il y a lieu de constituer une Commission de recours en matière d'évaluation de congés et d'absences, ainsi que de déclaration d'inaptitude professionnelle définitive et de rendre celle-ci opérante, indépendamment du nombre limité de fonctionnaires et de membres statutaires des organisations syndicales représentatives au sein de l'organisme;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, donné le 5 octobre 2001;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 mai 2002;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé du Budget;

Vu l'accord du Membre du Collège chargé de la Fonction publique;

Vu le protocole n° 2003/4 du Comité de secteur XV de la Commission communautaire française, signé le 17 mars 2003;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française en date du 15 janvier 2004 relatif à la demande d'avis dans un délai ne dépassant pas un mois;

Vu l'avis du Conseil d'Etat donné le 26 février 2004 en application de l'article 84, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'état;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé de la Reconversion et du Recyclage professionnel,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle une des matières visées aux articles 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 136, 137, 138, 141 et 175 de la Constitution en vertu des articles 138 et 178 de la Constitution.

Art. 2. L'article 85, § 2, de l'arrêté du collège de la Commission communautaire française du 20 octobre 1994 portant le statut des fonctionnaires des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française est remplacé par la disposition suivante :

« La Commission de recours instituée dans les organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, compétente en matière d'évaluation, de congés et d'absences, ainsi que de déclaration d'inaptitude professionnelle définitive se compose :

— d'un président et d'un président suppléant, magistrats nommés par le Collège de la Commission communautaire française;

— paritairement d'assesseurs choisis parmi les agents statutaires de l'organisme d'intérêt public à raison de trois membres effectif du rang 13 au moins et de trois membres suppléants de niveau 1 au moins désignés par le Collège de la Commission communautaire française, ainsi que de trois membres effectifs et de trois membres suppléants choisis parmi les agents statutaires de l'organisme d'intérêt public ou à défaut parmi le personnel statutaire des services du Collège, désignés par les organisations syndicales représentatives;

— d'un greffier, chargé du secrétariat et de la conservation des archives de la commission, qui n'a pas voix délibérative. »

La Commission statue dans le mois de la saisie. Lors de chaque recours, un fonctionnaire et un suppléant à celui-ci sont désignés par le Comité de gestion pour défendre la proposition contestée.

A moins d'un empêchement légitime, le fonctionnaire comparait en personne.

Le requérant peut se faire assister de la personne de son choix. Ce défenseur ne peut faire partie à aucun titre de la Commission.

Les assesseurs effectifs ou suppléants qui siègent pour l'examen d'une affaire doivent appartenir à un niveau égal ou supérieur à celui du requérant.

Le requérant a le droit de récuser les assesseurs. Ce droit ne peut être exercé qu'une seule fois pour une même affaire.

Le greffier notifie au requérant, par lettre recommandée à la poste, la liste des assesseurs effectifs et suppléants convoqués pour l'examen de l'affaire le concernant.

Dans un délai de huit jours à partir de la notification de la liste, le requérant renvoie celle-ci, par lettre recommandée à la poste, au greffe en y indiquant le nom des assesseurs qu'il récuse.

Passé ce délai, l'agent est censé renoncer à son droit de récusation.

En outre, le président récuse l'assesseur qui pourrait être considéré comme juge et partie.

Si, bien que régulièrement convoqué, le fonctionnaire, à moins d'un empêchement légitime, s'abstient de comparaître, il est censé renoncer à son recours.

La Commission ne peut délibérer que si la majorité des assesseurs convoqués à l'audience est présente.

Les assesseurs prenant part au vote doivent être en nombre égal. Le cas échéant, la parité est rétablie par la non participation au vote d'un ou de plusieurs assesseurs, en fonction de l'âge de ceux-ci.

Le vote a lieu au scrutin secret.

La décision de la commission est sans appel.

La commission fixe son règlement d'ordre intérieur. Celui-ci est approuvé par le Comité de gestion de l'Organisme d'intérêt public de la Commission communautaire française.

Art. 3. Le présent arrêté entre en vigueur à la date de sa publication au *Moniteur belge*.

Art. 4. Le Président du Collège compétent pour la Reconversion et le Recyclage professionnel et le Membre du collège chargé de la Fonction publique sont chargés de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 3 juin 2004.

E. TOMAS,

Président du Collège chargé de l'Enseignement, de la Reconversion et du Recyclage professionnels, du Transport scolaire, de la Cohabitation des communautés locales, des Relations avec la Communauté française et la Région wallonne, ainsi que des Relations internationales

J. SIMONET,

Membre du Collège chargé de la Fonction publique

VERTALING

FRANSE GEMEENSCHAPSCOMMISSIE VAN HET BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2004 — 2367

[C — 2004/31349]

3 JUNI 2004. — Besluit 2003/009 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot wijziging van het besluit van het College van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op het artikel 138 van de Grondwet;

Gelet op het decreet II van de Raad van de Franse Gemeenschapscommissie van 19 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 4, 1°;

Gelet op het decreet III van de Vergadering van Franse Gemeenschapscommissie van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest van 22 juli 1993 tot toekenning van de uitoefening van sommige bevoegdheden van de Franse Gemeenschap aan het Waalse Gewest en de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid op artikel 4, 1°;

Gelet op het decreet van de Franse Gemeenschapscommissie van 17 maart 1994 houdende oprichting van het Franstalig Brussels Instituut voor Beroepsopleiding, inzonderheid artikel 22;

Gelet op de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, inzonderheid artikel 87, § 3, gewijzigd bij de wet van 8 augustus 1988;

Gelet op het koninklijk besluit van 22 december 2000 tot vaststelling van de algemene principes van het administratief en geldelijk statuut van de rijksambtenaren die van toepassing zijn op het personeel van de diensten van de Gemeenschaps- en Gewestregeringen en van de Colleges van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie en van de Franse Gemeenschapscommissie, alsook op de publiekrechtelijke rechtspersonen die ervan afhangen;

Gelet op het besluit van 20 oktober 1994 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie van de Franse Gemeenschapscommissie, inzonderheid artikel 85, § 2;

Overwegende dat een Beroepscommissie op het vlak van evaluatie van verlof en afwezigheden en van verklaring van definitieve werkonbekwaamheid dient te worden opgericht en operationeel gemaakt, onafhankelijk van het beperkte aantal ambtenaren en statutaire leden van de representatieve vakbondsorganisaties in de schoot van de instelling;

Gelet op het advies van het Beheerscomité van het « Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle », verleend op 5 oktober 2001;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, verleend op 29 mei 2002;

Gelet op het akkoord van het College bevoegd voor de Begroting;

Gelet op het akkoord van het Lid van het College bevoegd voor het Openbaar Ambt;

Gelet op het protocol nr. 2003/4 van het Comité van Sector XV van de Franse Gemeenschapscommissie, ondertekend op 17 maart 2003;

Gelet op de beraadslaging van het College van de Franse Gemeenschapscommissie op datum van 15 januari 2004 betreffende de adviesaanvraag binnen de termijn van één maand.

Gelet op het advies van de Raad van State verleend op 26 februari 2004 met toepassing van artikel 84, lid 1, 1°, van de gecoördineerde wetten op de Raad van State;

Op de voordracht van het Lid van het College bevoegd voor de Beroepsomschakeling en Bijscholing,

Besluit :

Artikel 1. Dit artikel regelt een aangelegenheid bedoeld in de artikelen 115, 116, 121, 127, 128, 129, 131, 132, 135, 136, 137, 138, 141 en 175 van de Grondwet krachtens de artikelen 138 en 178 van de Grondwet.

Art. 2. Artikel 85, § 2, van het besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 20 oktober 1994 houdende het statuut van de ambtenaren van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie wordt als volgt vervangen :

« De beroepscommissie ingericht in de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie, bevoegd voor evaluatie van verlof en afwezigheden en van verklaring van definitieve werkonbekwaamheid is samengesteld uit :

— een voorzitter en een plaatsvervangend voorzitter, magistraten aangeduid door het College van de Franse Gemeenschapscommissie;

— paritair aantal assessoren gekozen uit de statutaire ambtenaren van de instelling van openbaar nut in verhouding met minstens drie gewone leden van rang 13 en minstens drie plaatsvervangende leden van niveau 1 aangesteld door het College van de Franse Gemeenschapscommissie, en drie gewone en drie plaatsvervangende leden gekozen uit de statutaire ambtenaren van de instelling van openbaar nut of bij ontstentenis, uit het statutair personeel van het College, aangeduid door de representatieve vakbondsorganisaties;

— een griffier, belast met het secretariaat en het archiveren voor de commissie, die niet-stemgerechtigd is. »

De Commissie spreekt zich uit binnen een maand na de aanhangigmaking. Voor elk beroep worden een ambtenaar en zijn plaatsvervanger aangesteld door het Beheerscomité om het betwiste voorstel te verdedigen.

Tenzij een wettige reden van verhindering kan worden voorgelegd, verschijnt de ambtenaar in eigen persoon.

De eiser heeft het recht zich te laten bijstaan door een persoon naar eigen keuze. Deze verdediger mag hoe dan ook geen deel mag uitmaken van de Commissie.

De gewone of plaatsvervangende assessoren die zetelen voor een onderzoek van een zaak moeten behoren tot eenzelfde of een hoger niveau dan dat van de eiser.

De eiser heeft het recht de assessoren te wraken. Van dit recht kan hij slechts eenmaal voor eenzelfde zaak gebruik maken.

De griffier betekent bij een ter post aangetekende brief aan de eiser, de lijst van de gewone of plaatsvervangende assessoren die zijn opgeroepen voor het onderzoek van zijn zaak.

Binnen een termijn van acht dagen na de betekening van de lijst zendt de eiser deze terug, bij een ter post aangetekende zending, naar de griffie met vermelding van de naam van de eiser die hij wraakt.

Eens deze termijn verstreken is, dient de ambtenaar afstand te doen van zijn wrakingsrecht.

Bovendien wraakt de voorzitter de assessor die beschouwd zou kunnen worden als rechter in eigen zaak.

Indien de regelmatig opgeroepen ambtenaar, tenzij hij een wettige reden van verhindering voorlegt, niet verschijnt, dient hij afstand te doen van zijn recht op beroep.

De Commissie kan slechts beraadslagen indien de meerderheid van de voor de zitting opgeroepen assessoren aanwezig is.

De assessoren die deelnemen aan de stemming dienen in gelijke getale te zijn. In voorkomend geval wordt de pariteit hersteld door de niet-deelneming aan de stemming van één of meerdere assessoren, in functie van hun leeftijd.

De stemming is geheim.

De beslissing van de Commissie is niet vatbaar voor hoger beroep.

De Commissie stelt haar reglement van orde vast. Dit reglement wordt door het Beheerscomité van de instelling van openbaar nut van de Franse Gemeenschapscommissie goedgekeurd.

Art. 3. Dit besluit treedt in werking op de datum van zijn publicatie in het *Belgisch Staatsblad*.

Art. 4. De Voorzitter van het College bevoegd voor de Beroepsomschakeling en Bijscholing en het lid bevoegd voor het Openbaar Ambt worden belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 3 juni 2004.

E. TOMAS,

Voorzitter van het College bevoegd voor Onderwijs, Beroepsomschakeling en Bijscholing, Schoolvervoer, Cohabitatie met de plaatselijke leefgemeenschappen, Relaties met de Franse Gemeenschap en het Waals Gewest, en de Internationale Betrekkingen

J. SIMONET,

Lid van het College belast met het Openbaar Ambt

COMMISSION COMMUNAUTAIRE FRANÇAISE DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2004 — 2368

[C — 2004/31350]

3 JUIN 2004. — Arrêté 2002/315 du Collège de la Commission communautaire française de la Région de Bruxelles-Capitale déterminant les tâches auxiliaires ou spécifiques à l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles notamment l'article 87, § 3, tel que modifié par la loi spéciale du 8 août 1988;

Vu le décret de la Commission communautaire française du 17 mars 1994 portant création de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle, notamment l'article 22;

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Institut bruxellois francophone pour la Formation professionnelle donné le 1^{er} février 2002;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 29 mai 2002;

Vu l'accord du membre du Collège chargé du Budget,

Vu l'accord du membre du Collège chargé de la Fonction publique, donné le 30 mai 2002;

Vu le protocole n° 2002/13 du Comité de Secteur XV du 11 juillet 2002;

Vu la délibération du Collège de la Commission communautaire française en date du 30 mai 2002 relatif à la demande d'avis dans un délai ne dépassant pas un mois.

Vu l'avis n° 36.473/2 du Conseil d'Etat donné le 17 février 2004 en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 1°, des lois coordonnées sur le Conseil d'Etat;

Considérant que nonobstant le fait qu'il convient avant tout de donner la priorité aux engagements statutaires, la procédure mise en route en collaboration avec le SELOR en vue de cette opération nécessitera pour tous les niveaux (1, 2, 2+ et 3) un certain laps de temps;

Considérant que dans certains cas, en raison des nécessités de service et du principe de la continuité des services publics, il est néanmoins indispensable de recruter des agents sous le régime du contrat de travail;

Etant donné que l'Institut Bruxellois francophone pour la Formation professionnelle ne dispose pas suffisamment d'agents statutaires ou parce que la nature des fonctions spécifiques le requiert, il est proposé d'organiser d'autres modes de recrutement que ceux prévus par les statuts en application de l'article 2, § 1^{er}, alinéa 2, 3°, de l'arrêté royal du 22 décembre 2000 fixant les principes généraux du statut administratif et pécuniaire des agents de l'Etat applicables au personnel des services des gouvernements de Communauté et de Région et des Collèges de la Commission Communautaire française et de la Commission communautaire commune ainsi qu'aux personnes morales de droit public qui en dépendent;

Sur proposition du Membre du Collège chargé de la reconversion et du recyclage professionnel;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée aux articles 127 et 128 de celle-ci.